

## Arguments Pour la Lutte Sociale ([aplutsoc.org](http://aplutsoc.org))

### Réunion-débat du dimanche 2 février 2020 au Maltais Rouge : le débat

**Celi Folch**, militant de la campagne *France for Bernie*, rappelle l'importance pour la candidature de Bernie Sanders des primaires globales qui se dérouleront en mars et indique que la France se classe comme le 4ème pays pour les américains de l'étranger et représente 8% de leurs votes. Il considère que la difficulté à se mobiliser de la jeunesse en France tient au développement de l'individualisme entretenu par une survalorisation de la compétition. En revanche aux USA, l'implication de la jeunesse dans la vie sociale et politique est dopée par la réaction à la dette étudiante (en moyenne 37K€ par tête) et aux fusillades meurtrières qui frappent les établissements scolaires. Cela s'est traduit notamment par une augmentation de 180% de la participation des jeunes au Congrès démocrate de mi-mandat. Cette poussée progressiste, portée par la jeunesse, incite les organisateurs des primaires démocrates à tout faire pour bloquer la candidature de Bernie Sanders, ce à quoi des militants leur répondent en se référant au mouvement social français : « *Bernie or Vest* » (ça sera ou Bernie ou les Gilets Jaunes)

**Bernard Fischer** remercie Dan La Botz pour [son article sur la guerre en Iran](#) dont il s'étonne qu'Aplutsoc ne l'ait pas publié.

Il remarque que la grève était, de fait, limitée à la SNCF et à la RATP, qu'il n'y a pas eu de grève générale, et que les incantations ne servent à rien. Il considère que la grève générale et l'auto-organisation relèvent du discours pour jours de fête : la propagande, qu'il différencie de l'agitation, de nature à aider le mouvement. De ce point de vue, il note que plus les syndicats sont en crise, moins il y a d'auto-organisation et que les AG, loin d'être une forme d'organisation des grévistes, étaient étroitement cadrées par l'intersyndicale. Il n'y a pas eu de phénomène massif de débordement des appareils à la différence de ce qui s'est produit en 1986. Il met en avant la nécessité de l'agitation sur le verrou que représente l'intersyndicale, sur la dénonciation des appareils, du dialogue social et de la conférence de financement.

Il considère également centrale la question de la répression policière en particulier à l'encontre des jeunes et du glissement vers un état policier.

**Alexis Mayet** revient sur la faible mobilisation de la jeunesse pour rappeler que les étudiants en année de licence ou de master n'ont jamais connu de mobilisation d'ampleur et n'ont d'expérience vécue que celle de la répression. La répression policière a porté un coup d'arrêt aux manifestations sauvages en province. Force est aussi de constater qu'il n'y a plus d'organisation de jeunesse dans les établissements et que l'UNEF est dans un état de grande faiblesse. Les mots d'ordres du style « La retraite est une affaire de jeunes »

mis en avant par les jeunes communistes ou les jeunes socialistes sont totalement décalés par rapport aux préoccupations réelles des jeunes. Avec les E3C, on assiste à une bascule de la mobilisation dans la jeunesse lycéenne mais évidemment la question est : vais-je avoir un bac ? et non pas, vais-je avoir une retraite ?

Une autre évolution positive de la mobilisation est l'accueil de la présence et de l'expression de la CGT par les groupes de GJ. Il en résulte un gain de radicalité et un gain de structuration.

**Patrick Farbiaz** rapproche le *Green New Deal* de Bernie Sanders de la politique officielle de la commission européenne qui veut promouvoir un capitalisme vert. En ce qui concerne la situation française, il ne voit pas comment en l'absence de grève dans le privé et dans une large partie du public (poste, ministères, territoriaux...) on peut parler de grève générale. La disparition des concentrations ouvrières de production constitue un obstacle majeur à la grève générale. En revanche, on assiste à un mûrissement de la mobilisation dans l'enseignement à partir de la réaction aux annonces de la loi de programmation budgétaire de la recherche. Le mouvement peine à s'enraciner dans les établissements et les AG interpro sont souvent un substitut à l'organisation de la grève sur le lieu de travail. Une *Gilet Jaunisation* du mouvement privilégie des actions plus radicales avec peu de grévistes. Les pratiques radicales qui se substituent à la grève, se développent parfois avec un succès certain sur les réseaux sociaux comme celle de l'occupation des locaux de la CFDT suivie par 100.000 followers, ce qui permet de penser que des actions de ce type pourraient être entreprises dans un cadre collectif auto-organisé de manière bien plus utile.

Le positionnement des syndicats dans la grève est bien illustré par la question des caisses de grève. La CFDT qui n'appelle pas à la grève dispose d'une caisse de grève permanente dotée de 10 millions d'euros de réserve alors que la CGT et FO n'ont dans leurs comptes aucune réserve pour organiser la solidarité financière avec les grévistes. Le double discours des fédérations, y compris de celles qui ont à la CGT une réputation de radicalité comme la Chimie, apparaît sur la question du blocage des raffineries et des dépôts pétroliers.

Mais la question centrale n'est pas de dénoncer le rôle des syndicats, c'est d'ouvrir des perspectives d'action, pour que s'arrête la répression contre les jeunes, et pour soutenir une montée centrale sur Paris.

Il est également favorable à l'organisation d'une rencontre internationaliste.

**Dan La Botz** précise que le *Green New Deal* s'inscrit effectivement dans une vision capitaliste mais qu'il s'agit d'un « projet pour la nation » ne concernant pas seulement la question climatique mais prévoyant une réorganisation de l'économie en donnant, à une grande échelle, du travail aux chômeurs, avec

une idée de planification, le tout financé sur le budget militaire. Cela ressemble à un projet de type social-démocrate tel qu'on aurait pu en concevoir dans la Suède des années 70.

**Jean Puyade** caractérise le soulèvement des gilets jaunes comme un tournant politique qui a consacré un réveil de la classe ouvrière contre l'imposture Macron en disant « dehors ». En comprenant que ce soulèvement réalisait un bloc de classe posant le problème d'une autre société où l'on réussirait enfin à vivre, les GJ ont provoqué l'admiration pour leur volonté d'indépendance totale et leur capacité de mettre fin à une période de 40 ans de défaites. C'est tout cela qui a marqué la grève du 5 décembre. Dans ce rendez-vous des samedis, la volonté de continuer à combattre a inventé un nouvel hymne que toutes les luttes entonnent et récemment jusqu'aux avocats en grève: « ***Même si Macron ne veut pas, nous on est là*** ». Cela ne s'est pas évaporé comme les Nuits debout, maintenant les avocats jettent leurs robes les enseignants jettent leurs manuels, rien n'est fini. L'idée de la montée nationale à Paris est une idée formidable, ça ne s'est pas fait lors de la privatisation de la poste, il faut le concevoir comme une bataille exigeant le retrait de la réforme et le départ de Macron, il faut former des comités de préparation à la montée sur Paris.

**Anne Gorouben** souligne que le monde de la culture est très mobilisé, pas seulement à Radio France qui connaît une grève longue contre les licenciements à l'appel de la CGT, mais aussi pour la première fois les artistes plasticiens et les auteurs qui ne disposent d'aucun statut d'intermittent, luttent contre les misérables conditions imposées à la création.

L'AGESSA et la Maison des artistes qui collectaient les cotisations sociales des artistes et des auteurs ont «oublié» depuis 1975 de collecter pour l'assurance vieillesse sans que les cotisants en soient informés, elles laissent aujourd'hui selon le rapport Racine 190.000 artistes et auteurs sans retraite. Quant à leurs autres régimes de prévoyance, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, ils sont renvoyés à l'URSSAF Limousin. Les plasticiens et auteurs se révoltent aussi contre l'exigence permanente que leur travail soit gratuit comme c'est le cas lors d'expositions où tous les intervenants sont payés sauf l'artiste ou pour les séances de dédicaces des auteurs de bande dessinée, etc. Il est remarquable que ces artistes très précaires et totalement atomisés parviennent à s'organiser pour exprimer leurs besoins, leur révolte, manifestent par centaines et empêchent le ministre Riester de présenter ses vœux ou de s'adresser au festival d'Angoulême.

**Jacques Chastaing** répond à une question sur les rapports entre le combat des indépendantistes catalans et les luttes sociales en relatant les difficultés à conjuguer des pratiques organisationnelles perçues comme très rigides, notamment par les GJ, avec les formes du mouvement social. C. Puigdemont est perçu comme un politicien de droite et le ressenti des GJ c'est que, réciproquement, C. Puigdemont apprécie peu leur mouvement.

Sur la grève générale, il explique que ce n'est pas un phénomène d'ordre économique mais politique. C'est pourquoi, le mouvement dure et va durer. D'ailleurs, pour Rosa Luxembourg la grève générale c'est une période qui peut durer et qui peut durer près de 10 ans, par exemple de 1896 à 1905 en Russie, période où l'on aurait tort de ne voir que des grèves économiques dispersées (\*).

**Patricio Paris** observe que la situation au Chili a un contenu semblable à celle que l'on connaît en France mais revêt des formes différentes. Une formule résume le projet du mouvement social : « ***le néolibéralisme est né ici, il mourra ici*** ». C'est l'augmentation du prix du ticket de métro qui a mis littéralement le feu puisque après quelques jours de saut des tourniquets : « l'évasion généralisée », les gares et les métros ont été incendiés dans les quartiers populaires. Le 25 octobre, 1.200.000 manifestants occupaient au centre de Santiago la place d'Italie rebaptisée place Dignité. Il n'y a pas eu de grève générale, pas de mobilisation syndicale pour cause de désintégration de la classe ouvrière chilienne. L'objectif fédérateur était de jeter dehors Piñera. Le 15 novembre, les partis politiques ont signé un « accord pour la paix et pour une nouvelle constitution ». Le 26 avril doit se tenir un référendum sur la constitution. En cas de majorité pour une nouvelle constitution, un Congrès composé à parts égales de membres élus à cette fin et de parlementaires en exercice sera en charge de sa rédaction, alors que l'opposition voulait une assemblée constituante intégralement composée de membres élus.

Malgré une répression très violente avec un bilan de 26 tués, 121 disparus, plus de 2000 blessés dont beaucoup ont perdu la vue et de nombreux viols, le mouvement social ne s'arrête pas.

**Dan La Botz** répond à une question sur la création et l'activité de **Labor Notes** en revenant sur la fin des années 70, marquée par une forte baisse des luttes ouvrières qui se traduisait par des crises dans les organisations révolutionnaires et qui n'épargna pas les **International Socialists**. Fallait-il alors continuer à publier un hebdomadaire à l'intention des militants, changer de périodicité, ou changer notre forme de propagande ? En 1978, la grève des mineurs et leur appel aux organisations de gauche pour soutenir la grève déclencha une dynamique de relations entre organisations ouvrières. **Labor Notes** apparut d'abord comme un support mensuel d'échange d'informations entre militants de ces organisations, puis des conférences furent organisées : en 1978 l'une d'elles regroupa 500 participants dont un certain nombre de maoïstes. **Labor Notes** évolua vers un centre de formation pour militants ouvriers et l'édition de livres et de brochures comme le « **Manuel du fauteur de trouble** » qui était construit sur des interviews de militants expérimentés : des militants qui parlaient de l'occupation de leur usine, des droits des noirs, de leur lutte contre le harcèlement sexuel etc. Des mini-conférences (réunissant de 100 à 200 personnes) étaient organisées dans de nombreuses villes et adaptées à la demande locale ou à celle du mouvement syndical. Un site internet a été créé et

un autre objectif a été de créer des contacts entre militants des différents états américains et aussi de favoriser les liens internationalistes avec la participation de militants africains et européens.

**Vincent Présumey** revient sur le sens de la grève générale. Il rappelle que celle-ci fut à l'origine un thème défendu par les anarcho-syndicalistes, puis sous la forme du mythe mobilisateur par Georges Sorel en 1905 et dans la [Charte d'Amiens de 1906](#). En fait, les grèves générales ont rarement été générales, ce qui les caractérise le mieux, c'est leur contenu politique et cela constitue la clé de la compréhension de ce qui s'est passé le 5 décembre ou au plus fort de la mobilisation des GJ, même s'il n'y avait pas arrêt de la production. Il différencie les formes d'auto-organisation présentes dans le mouvement et la capacité du mouvement à déborder les appareils, capacité qui ne s'est pas affirmée.

Il rappelle les propositions actées par la réunion :

- Soutenir l'organisation de la montée en masse à Paris pour affronter le gouvernement Macron-Philippe-Blanquer-Castaner.
- Organiser dans le semestre une conférence sur les soulèvements dans le monde en y invitant notamment des militants algériens et catalans.

Il remercie chaleureusement Dan La Botz pour avoir répondu à l'invitation d'Aplutsoc et pour l'intérêt de sa contribution au débat.

(\*) Rosa Luxemburg, [Grève générale, parti et syndicat, chapitre 3](#),(1906)